

CIRCULAIRE
du ministre de l'agriculture et de la forêt DEPSE n° 90-7007 du 14 février 1990

Objet : Assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail-définition des catégories de risques et classement des exploitations et entreprises agricoles dans ces catégories.

Textes de référence :

- Circulaire DAS n° 7061 du 9 août 1973
- Circulaire DAS n° 7084 du 8 octobre 1973
- Circulaire DAS n° 7087 du 22 octobre 1973.

La présente circulaire remplace les circulaires susvisées relatives au classement des exploitations et entreprises agricoles dans les secteurs d'activités professionnelles afin de tenir compte des décisions rendues par la Commission Nationale Technique (C.N.T.) et des positions prises par mes services depuis leur diffusion.

I.- RAPPEL DES PRINCIPES DE CLASSEMENT

PRINCIPE DE L'UNICITÉ DU TAUX

Un même taux de cotisation doit être appliqué à l'ensemble du personnel d'une exploitation, d'une entreprise ou d'un organisme agricole.

Ce taux doit correspondre au risque global de l'exploitation, entreprise ou organisme agricole concerné. Lorsque plusieurs activités sont exercées par une même entreprise, il y a lieu de distinguer les situations suivantes :

1.Lorsque plusieurs activités sont exercées par une même entreprise dans des établissements distincts par un personnel propre à chaque établissement, un taux de cotisation est appliqué à chaque établissement, en fonction de son activité propre ou prédominante.

2.Lorsque plusieurs activités sont exercées dans un même établissement, il convient :

a.si ces activités sont exercées par des salariés affectés indifféremment à l'une ou l'autre de ces activités, de rechercher l'activité prépondérante de l'établissement, en tenant compte de l'importance du temps de travail que requiert chaque activité ;

b.si ces activités sont exercées par des salariés spécialisés n'exécutant que les travaux que requiert chacune de ces activités, d'appliquer un taux de cotisation correspondant à l'activité prépondérante de l'établissement, celle-ci étant appréciée en tenant compte de l'importance des masses salariales afférentes aux diverses activités exercées.

CAS DES ORGANISMES PROFESSIONNELS AGRICOLES

1.Lorsqu'un organisme exerce plusieurs activités avec un personnel distinct, chacune de ses activités doit être classée dans la catégorie de risque correspondant. C'est ainsi que les techniciens des services d'utilité agricole de développement ou des établissements départementaux d'élevage dépendant des chambres d'agriculture doivent, selon la jurisprudence de la C.N.T., lorsque leur activité s'apparente à celle exercée par les salariés des secteurs 1 à 4, être classés dans le secteur d'activité correspondante (Arrêts du 24-09-81-Etablissement Départemental d'Elevage de la Vendée contre C.M.S.A. de la Vendée-Syndicat d'Elevage Porcin de la Vendée contre C.M.S.A. de la Vendée-Arrêt du 28-01-82 Groupement des Eleveurs Sélectionneurs de Charolais de l'Ouest contre C.M.S.A. de la Vendée).

L'organisme doit exercer une activité directement liée au secteur concerné et les salariés doivent rencontrer les mêmes risques que les salariés des exploitations ou entreprises classées dans les secteurs 1 à 4. Certains groupements professionnels ou organismes professionnels agricoles dont les techniciens se déplacent sur les exploitations doivent également être classés pour ces personnels dans les catégories de risque 1 à 4, selon la nature de leur activité, lorsqu'ils participent, pour une partie de leur temps de travail à des activités qui leur font encourir certains des risques propres à l'exploitation [Arrêt du 3 mai 1984 : Syndicat de contrôle laitier et de performance du Doubs et du Territoire de Belfort contre C.M.S.A. du Doubs].

2.Les coopératives ou organismes exerçant une activité relevant d'une catégorie professionnelle figurant dans les secteurs 1 à 4 doivent être classés dans cette catégorie.

3. Un taux particulier est applicable au personnel de bureau occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables, dans les locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

4. Le taux de cotisation applicable aux groupements d'employeurs définis aux articles L. 127-1 à L. 127-7 du code du travail ainsi qu'aux associations intermédiaires définies à l'article L. 128-1 . Il faut lire article L. 128 §1 du code du travail est celui de l'activité principale exercée par les salariés (cf. article 7 arrêté du 29-12-89, JO du 31-12-89).

II.- CATÉGORIES DE RISQUE

SECTEURS D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE N^{OS} 1 ET 2

11.- Cultures spécialisées : culture légumière de plein champ intensive, maraîchage, pépinières (forestières, de jeunes plants, fruitières et diverses), arboriculture, horticulture florale et d'ornement, ramassage de produits végétaux en dehors des exploitations agricoles (plantes médicinales, humus etc . . .).

Cas des producteurs grainiers :

Selon la jurisprudence de la C.N.T. les activités des producteurs grainiers peuvent être multiples et les risques encourus par les employés très différents selon qu'ils travaillent dans les laboratoires, dans les services de conditionnement ou dans les services de vente.

Le personnel exerçant exclusivement des fonctions dans un laboratoire-à l'exclusion du personnel participant à des activités de culture et du personnel effectuant des manipulations chimiques (de produits phytosanitaires ou d'engrais chimiques)-ainsi que le personnel chargé de la préparation des commandes et du petit conditionnement doivent être assimilés au personnel administratif.

Le personnel occupé dans les services de vente doit être classé dans la même catégorie de risque que le personnel technique et cotiser au taux « cultures spécialisées » [Arrêt C.N.T. du 13-11-75 Ets MARCHINA contre C.M.S.A. d'Ile-de-France].

12.- Champignonnières.

13.- Elevages spécialisés de gros animaux : équidés domestiques, bovins, ovins, caprins, porcins, élevage et dressage des chiens (à l'exclusion des petits chiens).

14.- Elevages spécialisés de petits animaux : aviculture, cuniculiculture, apiculture, pisciculture, sériciculture, héliciculture, élevage d'animaux à fourrure, d'animaux de laboratoire, de grenouilles, élevage des petits chiens [décision de la Commission nationale technique-28 février 1989 Mme VIALMALAVAL contre Caisse de mutualité sociale agricole de l'AIN, ainsi qu'élevage des insectes [décision du 17 décembre 1986-Entreprise « Insectes Production Ventes » contre C.M.S.A. de la Drôme et parcs zoologiques (voir note ci-dessous).

Par exception, les accoueurs travaillant dans un local clos isolé du reste de l'activité de l'entreprise, peuvent être considérés comme travaillant dans un bureau et cotiser au taux réservé au personnel de bureau.

15.- Etablissements d'entraînement, de dressage et d'équitation, haras, sociétés de courses, louages de chevaux, parcs zoologiques (voir note ci-dessous).

La Cour de cassation a estimé que les haras où sont élevés les chevaux doivent en tant que tels être classés dans cette catégorie de risque que ces établissements pratiquent l'entraînement, le dressage ou uniquement le poulinaage et l'élevage. (Arrêt Cassation chambre sociale, du 30-1-80).

16.- Conchyliculture (ostréiculture, mytiliculture et production d'autres coquillages), production de naissains, pêcheurs à pied, goémoniers etc . . .

17.- Marais salants.

18.- Culture avec ou sans élevage associé à l'exclusion des activités constituant les risques 11 à 15 : polyculture, cultures générales telles que céréales, plantes fourragères, pommes de terre, betteraves industrielles, lin et chanvre, oléagineux, riz, exploitations d'herbage, de pâturage (foin de crau).

19.- Viticulture.

Note : pour le classement des parcs zoologiques, les Caisses de mutualité sociale agricole doivent prendre en considération la diversité des risques encourus et opter dans chaque cas pour l'une des deux catégories de risque la mieux appropriée en conformité avec la réalité des situations rencontrées.

CUMA (pour mémoire) voir annexe 1.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 3

31.- Sylviculture : à l'exclusion des pépinières se rattachant à la catégorie de risque n° 11.

32.-Gemmage.

33.- Exploitations de bois : salariés qui effectuent les travaux énumérés à l'article 1144, 3° du code rural y compris le personnel de droit privé de l'Office national des forêts occupé auxdits travaux, à l'exception des travaux de reboisement rattachés à la catégorie de risque n° 41.

34.- Scieries fixes :

Doivent être classées dans cette catégorie de risque, les seules scieries fixes c'est-à-dire celles qui sont indépendantes de chacune des coupes qui les alimente et situées hors du parterre de celle-ci :

- les scieries dont l'activité exclusive ou du moins principale est la production de bois brut de sciage,
- les scieries liées à une exploitation forestière mais géographiquement installés sur un lieu distinct des coupes et procédant aux opérations de sciage avec un personnel propre.

Exceptionnellement la scierie qui est installée sur le parterre d'une coupe, doit être assimilée à une scierie fixe, lorsque son installation est importante, qu'elle ne suit pas l'évolution des coupes et lorsqu'elle utilise un personnel distinct. CUMA (pour mémoire) voir annexe 1.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 4

40.- Entreprises de travaux agricoles de toute nature : notamment entreprises de défonçage, labourage, hersage, semailles, binage, sarclage, fauchage, ramassage des récoltes sur les exploitations, battage, bottelage et pressage, entreprises de traitement des arbres fruitiers, vignes et autres cultures, syndicats de marais, entreprises d'irrigation et de drainage des sols, etc . . .

Selon la jurisprudence de la C.N.T. doivent également être classées dans la catégorie de risque E.T.A. :

- les entreprises dont l'activité consiste à éliminer les broussailles des terrains situés aux abords immédiats des habitations et le long des voies de circulation [Arrêt du 17 décembre 1988-Association Forêt Futur contre C.M.S.A. du Var].
- les entreprises dont l'activité porte essentiellement sur la construction de pistes, de tranchées de feu, de barrages collinaires, de clôtures, de plantations, éventuellement de levées et de fabrication de charbon de bois [Arrêt du 17 décembre 1986-S.C.O.P. Debrous Var contre C.M.S.A. du Var].

41.- Entreprises de jardins, entreprises paysagistes notamment entreprises posant des canaux d'arrosage, et entreprises de reboisement.
CUMA (pour mémoire) voir l'annexe 1.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 5 : ENTREPRISES ARTISANALES RURALES

50.- Puisatiers et métiers du bâtiment : tels que carreleurs, charpentiers, chauffagistes, couvreurs, électriciens, maçons, menuisiers, peintres, plâtriers, plombiers, réparateurs de bâtiments, serruriers, vitriers, etc . . .

51.- Entreprises artisanales rurales de fourniture et d'entretien de matériel telles que bourrelier-sellier, charron, cordier, forgeron, maréchal-ferrant, mécaniciens, osiériste-vannier, réparateurs d'instruments agricoles, sabotiers-galochiers, tonneliers, etc . . .

Autres entreprises artisanales rurales telles que bouilleurs de crus, distillateurs ambulants, champagnisateurs, pédicures de bovins, évaronneurs, tondeurs de moutons, etc . . .

Pour ces trois dernières entreprises qui ne sont plus susceptibles d'être inscrites au répertoire des métiers et relèvent du régime agricole en qualité d'entrepreneurs de travaux agricoles, le taux accident du travail applicable à leurs salariés est celui de la catégorie 51, en raison de la nature des travaux qu'ils effectuent.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N^{OS} 6 ET 7 : COOPÉRATIVES AGRICOLES

60.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de stockage, conditionnement de produits agricoles, à l'exception des fleurs, fruits ou légumes.

61.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole d'approvisionnement en produits divers (pesticides, plants et semences, aliments du bétail . . .).

62.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de collecte, traitement, distribution de produits laitiers [l'une ou l'autre de ces activités suffit selon la jurisprudence de la C.N.T. : Arrêt du 28-02-89-Société YOPLAIT-SODIMAFRAIS contre C.M.S.A. du Puy-de-Dôme].

63.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de traitement de la viande comprenant une ou plusieurs des opérations suivantes : abattage, découpe, désossage, conserverie.

64.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de conserverie de produits autres que la viande.

65.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de vinification (y compris embouteillage).

66.-,Coopératives d'insémination artificielle.

67.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de sucrerie, distillation.

68.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de meunerie et de panification.

69.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de stockage, conditionnement de fleurs, fruits ou légumes.

76.- Coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole ou sociétés mixtes d'intérêt agricole de traitement des viandes de volaille, abattage, découpe, transformation.

77.- Coopératives diverses : cette rubrique ne pourra être servie que pour des cas n'entrant absolument pas dans les autres rubriques sus-mentionnées.

CUMA (pour mémoire) voir annexe 1.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 8 : ORGANISMES PROFESSIONNELS AGRICOLES

Sont compris dans cette catégorie les organismes, établissements et groupements (à l'exclusion des coopératives mentionnées au secteur n^{OS} 6 et 7) énumérés à l'article 1144, 7°), du code rural, savoir :

80.- Organismes de mutualité agricole (y compris leurs unions ou fédérations, et les employés des associations de médecine préventive agricole).

81.- Caisses de crédit agricole mutuel (et leurs unions et fédérations).

82.- Chambres d'agriculture, centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, syndicats agricoles, associations syndicales de propriétaires dont l'objet est agricole, comités, coopératives et sociétés d'intérêt collectif agricole d'habitat rural, société d'intérêt collectif agricole en électricité (SICAE), et d'une manière générale tout groupement professionnel agricole quelle qu'en soit la forme juridique.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 9 : ACTIVITÉS DIVERSES

90.- Gardes-chasse et gardes-pêche occupés par des particuliers, des personnes morales non agricoles de droit public ou de droit privé ainsi que par les fédérations départementales de chasse et de pêche.

91.- Jardiniers, jardiniers-gardes de propriété et gardes forestiers occupés par des particuliers ou des personnes morales non agricoles de droit public ou de droit privé, ouvriers de terrain de golf.

92.- Organismes de remplacement et entreprises de travail temporaire.

97.- Personnels enseignants des établissements d'enseignement agricole privé (article 1144 du code rural 11°).

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 10 (pour mémoire)

Personnel employé de maison au service d'un exploitant : il est rappelé que pour ce personnel il convient d'adopter le même taux de cotisation d'A.T.A. que pour les autres salariés de l'entreprise ou exploitation agricole concernée (cf. ma lettre G II a 3/A 127 du 21 mars 1974).

III.- CLASSEMENT DES PERSONNELS DE BUREAU RATTACHÉS À UNE EXPLOITATION OU ENTREPRISE AGRICOLE RELEVANT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE N° 1 à 7 et 9

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N°S 1 ET 2

Personnel des sièges sociaux et des bureaux des exploitations, entreprises et organismes agricoles classés dans les catégories de risques du secteur d'activités professionnelles n°s 1 et 2, lorsque ce personnel est occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables, dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 3

Personnel des sièges sociaux et des bureaux des exploitations, entreprises et organismes agricoles classés dans les catégories de risques du secteur d'activités professionnelles n° 3, lorsque ce personnel est occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables, dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 4

Personnel des sièges sociaux et des bureaux des entreprises et organismes agricoles classés dans les catégories de risques du secteur d'activités professionnelles n° 4, lorsque ce personnel est occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables, dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 5

Personnel des sièges sociaux et des bureaux des entreprises agricoles classés dans les catégories de risques du secteur d'activités professionnelles n° 5, lorsque ce personnel est occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N°S 6 ET 7

Unions ou Fédérations des coopératives, sociétés d'intérêt collectif agricole, sociétés mixtes d'intérêt agricole, dont le personnel n'exerce que des fonctions administratives ou comptables en bureau.

Personnel de bureau des coopératives agricoles des sociétés d'intérêt collectif agricole et des sociétés mixtes d'intérêt agricole, lorsque ce personnel est occupé exclusivement des fonctions administratives ou comptables, dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

SECTEUR D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES N° 9

Personnel de bureau occupé par des particuliers, des personnes morales non agricoles de droit public ou de droit privé, lorsque ce personnel est occupé exclusivement à des fonctions administratives ou comptables, dans des locaux indépendants des chantiers, magasins, ateliers, dépôts et garages.

Personnel des organismes de remplacement et entreprises de travail temporaire lorsque ce personnel n'exerce que des fonctions administratives ou comptables en bureau.

ANNEXE

COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE EN COMMUN CUMA

1

Après suppression de la catégorie CUMA, les critères de classement des CUMA ont été établis de la manière suivante :

I.- CUMA POUVANT ÊTRE CLASSÉES DANS UNE DES CATÉGORIES DES SECTEURS « CULTURES ET ÉLEVAGES » ET « TRAVAUX FORESTIERS »

- Les CUMA « forestières » qui exercent des activités principalement ou exclusivement d'exploitations de bois sont en toute logique classées dans la catégorie « exploitations de bois ». Rappelons que les entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers, qui se trouvent dans la même situation, doivent également être classées en «

exploitation de bois ».

- Les CUMA exerçant exclusivement des activités identiques à celles d'une catégorie d'exploitation (culture et élevage non spécialisés, champignonnières) seront classées dans cette catégorie d'activités.
- Un tel classement sera également envisagé lorsqu'une CUMA intervient de manière prépondérante c'est-à-dire pour 80 % au moins de son activité dans une seule catégorie d'exploitations (culture et élevage non spécialisés par exemple) pour des activités assimilables à celles des salariés des exploitations de cette catégorie.

II.- CUMA POUVANT ÊTRE CLASSÉES DANS LA CATÉGORIE « ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES »

Devront être rattachées à cette catégorie toutes les CUMA qui procèdent au défonçage, au défrichage, au nettoyage des fossés, aux travaux d'irrigation et de drainage des sols, ainsi que toutes les CUMA qui effectuent des travaux sur diverses catégories d'exploitations des secteurs 1 et 2 ; la diversité des interventions ne permet en effet plus d'assimiler l'activité de la CUMA à celle d'une catégorie d'exploitation particulière.

De la même manière, les CUMA qui exercent des activités assimilables à celles des entreprises relevant de la catégorie « entreprises de jardins, entreprises paysagistes, entreprises de reboisement » doivent être classées dans cette catégorie.

III.- CUMA POUVANT ÊTRE CLASSÉES EN COOPÉRATIVES DIVERSES

Seules devraient être classées dans cette catégorie :

- Les CUMA qui ne peuvent être rattachées à aucune des catégories d'activités des secteurs 1 à 4 qui ne relèveraient pas non plus, en raison de la nature de leur activité des coopératives classées dans les secteurs 6 et 7.
- Les CUMA qui pratiquent le prêt de matériel à des exploitations, les machines étant alors conduites par les chefs d'exploitation adhérent à la CUMA, ou par les personnels salariés ou non-salariés de ces exploitations [cf. circulaire Caisses centrales de mutualité sociale agricole du 28 février 1986] .